



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale et de la
protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement

ARRETE PREFECTORAL
portant mise en demeure

Société TIES
représentée par Maître Sabourin, liquidateur judiciaire
Commune de Champagneux

LE PRÉFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

VU l'article R 512-39-1 du code de l'environnement relatif à la notification de cessation d'activité d'un site qui précise les mesures à prendre et notamment celles du paragraphe III : « En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. » ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 1994 autorisant les Etablissements Jeanne BLANCHIN à exploiter un atelier de teinture et impression de matières textiles sur le territoire de la commune de Champagneux ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 6 avril 2004 au profit de la société BLANCHIN ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires des 30 septembre 2004, notamment son article 1 qui dispose : « l'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet dans les délais et les modalités fixées par les articles L512-17 du code de l'environnement et 34-1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 » et 4 mars 2005 ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 23 juillet 2007 délivré à la société TIES ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 août 2007, notamment son article 1.5.6 relatif à la cessation d'activité qui dispose, concernant la station de traitement des eaux : « la réhabilitation du site est effectuée en vue de permettre un usage de type industriel ou commercial », modifié par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2008 réglementant le fonctionnement de la station d'épuration du site ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2010 relatif à la démarche de recherche de substance dangereuse dans l'eau ;

VU le jugement du tribunal de commerce du 27 février 2014 qui désigne Maître Sabourin en tant que liquidateur judiciaire de la société TIES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 7 mai 2014 constatant la cessation d'activité du site lors de la visite du 27 mars 2014 ;

VU le courrier du 02 avril 2014 adressé par l'inspection des installations classées au liquidateur judiciaire l'informant des obligations lui incombant en matière de cessation d'activités conformément à l'article R 512-39-1 à 3 du code de l'environnement et notamment la notification de l'arrêt d'activité, la mise en sécurité du site et l'évacuation des produits dangereux présents sur le site ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 septembre 2014 établi à la suite de la visite du site le 17 septembre 2014 au cours de laquelle il a été constaté que les déchets du site y compris les eaux et boues de la station de traitement du site n'ont pas été évacués et traités par des organismes agréés ;

VU la réunion sur site réalisée le 1^{er} octobre 2014 ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection en date du 17 septembre 2014, l'inspecteur des installations classées a notamment constaté les faits suivants :

- La mise en sécurité du site n'a toujours pas été réalisée notamment en limitant efficacement les accès au site et en évacuant l'ensemble des produits dangereux et déchets présents sur l'ensemble du site, y compris les eaux et boues de la station de traitement des eaux ;
- Les accès tels que les portes d'entrées et portes de quai ne peuvent plus être fermées et les locaux ont été vandalisés ;
- Le grillage servant de clôture autour de la station de traitement des eaux résiduaires a été découpé à plusieurs endroits ce qui laisse un accès non sécurisé à la station ;
- Plusieurs stockages de produits dangereux (perchloréthylène, huiles usagées, agents chimiques de teinture, colorants,..) sont répartis de façon éparse sur le site, dans des cuves de 1000 litres, fûts de 200 litres et en petits contenants. La quantité de produits dangereux à évacuer avoisine les 20 m³
- Quelques fûts de produits liquides ont été renversés à l'intérieur des locaux constituant des indices visuels et olfactifs de pollution au sol ;
- les eaux résiduaires et boues de la station d'épuration restent à traiter et à faire évacuer ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des l'article R512-39-1-III du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le liquidateur judiciaire Maître Sabourin, représentant la société TIES, de respecter les prescriptions dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Maître Sabourin, liquidateur judiciaire de la société TIES qui exploitait une installation de teinturerie, à Leschaud, sur le territoire de la commune de Champagnieux est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-39-1-III du code de l'environnement, relatif à la mise en sécurité du site et à l'évacuation des déchets en effectuant :

- sous un délai d'une semaine, la mise en sécurité du site avec la mise en œuvre de mesures d'interdiction d'accès à la station de traitement des eaux et aux ateliers ;
- sous un délai de 15 jours, l'évacuation des produits et déchets encore présents sur le site ;
- sous un délai de 15 jours, une évaluation du risque de débordement des bassins de la station de traitement des eaux assortie de mesures de gestion associées (surveillance du niveau d'eau et des installations elles-mêmes) et plan d'actions ;
- sous un délai de 6 mois, le traitement et l'évacuation des eaux et boues de la station de traitement ainsi que l'évacuation du chlorure d'aluminium stocké dans son enceinte.

ARTICLE 2 :

Les délais fixés à l'article 1^{er} du présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre du liquidateur judiciaire les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à Maître Sabourin, liquidateur judiciaire, représentant la société TIES.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, à savoir, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par le liquidateur judiciaire Maître Sabourin dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Champagnoux.

Chambéry, le **21 OCT. 2014**

Le préfet



Eric JALON